



# La campagne BDS

Le 9 juillet 2005, un moment historique de conscience collective a eu lieu, alimenté par près d'un siècle de lutte contre le colonialisme d'établissement et l'apartheid. La société civile palestinienne a lancé un appel au boycott, au désinvestissement et aux sanctions (BDS) pour dénoncer le non-respect du droit international par Israël.

Le mouvement BDS réunit plus de 170 groupes de la société civile palestinienne, dont les principaux partis politiques ainsi que des associations de défense des droits des réfugié-es, des fédérations syndicales, des syndicats de femmes, des réseaux d'ONG et une multitude de groupes populaires. BDS appelle les organisations internationales et les gens de conscience à coordonner des boycotts à grande échelle et à mettre en œuvre des initiatives de désinvestissement contre Israël, à l'instar de la lutte menée en Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid.

L'appel de la campagne BDS souscrit aux principes du droit international et des droits de la personne universels en adoptant une approche globale fondée sur le respect des droits. Cette stratégie insiste sur le droit du peuple palestinien à l'autodétermination. Pour ce faire, Israël doit cesser de violer le droit international et les droits des Palestinien·nes en prenant les actions suivantes :

1. Mettre fin à son occupation et à sa colonisation de tous les territoires arabes [occupés depuis 1967] et démanteler le mur;
2. Reconnaître le droit fondamental à la pleine égalité des Palestinien·nes ayant la citoyenneté israélienne;
3. Respecter, protéger et promouvoir les droits des réfugié-es palestinien·nes à regagner leurs domiciles et leurs propriétés, comme le stipule la résolution 194 des Nations Unies.

L'urgence de la campagne BDS tient du fait que le peuple palestinien est confronté à des conditions injustes et que l'ONU et les puissances impérialistes mondiales, avec les États-Unis en tête, refusent non seulement d'obliger Israël à honorer ses obligations en vertu du droit international, mais lui accordent une immunité politique, diplomatique et militaire, donc à fermer les yeux sur les atrocités commises et conférer à cet État la capacité de s'affranchir du principe du droit.

Un appel en faveur d'une campagne internationale de ce type a vu le jour en 1960 contre le régime d'apartheid en Afrique du Sud. À partir du milieu des années 1980, des actions d'envergure menées aux quatre coins du monde sapaient l'économie sud-africaine. Compte tenu de l'efficacité de la campagne africaine, conjuguée au caractère similaire des discriminations subies par les Palestinien·nes, la campagne BDS a le potentiel de réaliser des avancées considérables en peu de temps.

Sans surprise, le mouvement pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions à l'encontre d'Israël pour ses violations flagrantes des droits du peuple palestinien, allant de démolitions de maisons à l'implantation de colonies sur leurs territoires, en passant par l'assassinat pur et simple de ceux et celles qui s'y opposent, commence à faire son effet. Outre les ONG et les autres organisations de la société civile, des syndicats du monde entier, notamment au Royaume-Uni, en Irlande et en Afrique du Sud, soutiennent le boycott d'Israël pour mettre fin à cette impunité. De plus en plus de fédérations syndicales et de syndicats canadiens ont adopté des résolutions et mené des actions en faveur de BDS. Les églises, souvent peu enclines à prendre position sur des questions controversées, se sont engagées dans la lutte de BDS.

## Quelques victoires de la campagne BDS :

- 2021 – Ben & Jerry’s – le fabricant de crème glacée, propriété d’Unilever, a annoncé cesser ses ventes dans les colonies israéliennes illégales, affirmant que celles-ci « ne correspondent pas à ses valeurs. »
- 2016 – G4s – la plus grande entreprise de services de sécurité au monde a vendu sa filiale israélienne après une campagne internationale qui aura duré quatre ans.
- 2021 – Le plus grand fonds de pension norvégien, KLP, s’est désengagé de 16 entreprises qui profitent de la colonisation, dont des banques, des entreprises de construction et des sociétés de télécommunications, en raison du « risque inacceptable » de violations des droits de la personne.
- Des centaines de musicien-nes, dont Pink Floyd, Rage Against the Machine, Patti Smith, QuestLove et Stars, ont rejoint l’initiative *Musicians for Palestine*, refusant notamment de se produire dans des établissements culturels complices d’Israël.
- Dans le milieu syndical canadien, le SCFP Ontario, le STTP, Unifor, le Congrès du travail du Canada, l’AFPC, le BCGEU, la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), et d’autres syndicats ont adopté des résolutions en faveur de la campagne BDS.

## Boycott, désinvestissement, sanctions

Le **BOYCOTT** a pour but de refuser de cautionner le régime d’apartheid israélien, les institutions sportives, culturelles et universitaires qui en sont complices, ainsi que toutes les entreprises israéliennes et internationales, dont les activités violent les droits de la personne de la population palestinienne.

Les campagnes pour le **DÉSINVESTISSEMENT** exhortent les banques, les municipalités, les églises, les fonds de pension et les universités à retirer leurs investissements de l’État d’Israël et de toutes les entreprises israéliennes et internationales qui soutiennent l’apartheid israélien.

Les campagnes de **SANCTIONS** pressent les gouvernements à respecter leurs obligations juridiques de mettre fin à l’apartheid israélien en cessant de soutenir ou d’appuyer l’État. Cela se traduit par l’interdiction des échanges commerciaux avec les colonies israéliennes illégales, la fin de partenariats militaires et d’accords de libre-échange ainsi que la suspension de l’adhésion d’Israël aux instances internationales telles que l’ONU et la FIFA.

## LECTURE COMPLÉMENTAIRE :

- *Boycott, désinvestissement, sanction : BDS contre l’apartheid et l’occupation de la Palestine*, Omar Barghouti, traduit de l’anglais par Étienne Dobenesque et Catherine Neuve-Église, Montréal, Lux éditeur, 2010.

**« On assiste dans le monde entier à une solide campagne de boycott, de désinvestissement et de sanctions qui frappe la conscience politique et morale des ONG et de la société civile. Se faisant, la campagne commence à avoir un effet important sur la façon d’agir et de penser d’Israël. »**

Richard Falk *Rapporteur spécial de l’ONU pour les Territoires palestiniens occupés.*s